

ABDELAZIZ BÉLAÏD ET LES LÉGISLATIVES :

«Le véritable enjeu est ailleurs»

Le président du Front El Moustaqbal estime que le «véritable enjeu est ailleurs», en ce qui concerne les élections législatives du 4 mai prochain, lui pour qui la transparence de ce scrutin relève d'une «volonté politique» qui manquerait en haut lieu.

Mohamed Kebci - Alger (Le Soir) - Abdelaziz Bélaïd, qui s'exprimait, hier, en marge de la cérémonie du 5^e anniversaire de son parti, à la salle Atlas de Bab-El-Oued, à Alger, ne semble pas se faire beaucoup d'illusions quant au renouvellement des pratiques qui ont prévalu lors des précédentes élections, le 4 mai prochain à l'occasion des élections législatives prévues à cette date.

A l'appui de sa conviction, l'instance que préside Abdelouahab Derbal qui, selon lui, n'a d'indépendante que l'adjectif qu'on lui a officiellement attribué. Une commission dont les membres parmi les magistrats ont été «nommés par un ministre partisan» et dont

les prérogatives sont «limitées» comme par le passé puisque, expliquera-t-il, c'est l'administration qui chapeaute l'opération du début jusqu'à la fin. Et de rappeler que lors des dernières élections législatives, «le ministre de l'Intérieur en divulguait les résultats alors que l'on était encore en plein dépouillement !»

Cela dit, et malgré ce constat, le troisième aux élections présidentielles d'avril 2014 ne désarme pas, estimant que même si on doit se plier au «fait accompli» et faire avec les lois de la République, l'heure «n'est pas à la résignation mais plutôt à la poursuite du combat pour faire changer les choses», lui qui se revendique de



Abdelaziz Bélaïd.

la troisième voie. «Nous ne sommes ni avec le pouvoir ni avec l'opposition, nous sommes l'addition de toutes les choses positives.» Bélaïd avertira quant

au risque que la reconduction des vieilles pratiques électorales fait peser comme menace sur la cohésion nationale. Avec, arguera-t-il, les conditions politiques,

économiques et sociales du pays qui sont déplorables, prévoyant de nombreuses secousses sociales plus violentes «du fait de sociétés qui ferment, des ouvriers et employés renvoyés et des citoyens qui meurent faute de pouvoir subvenir à leurs besoins en catimini, en silence». Et de considérer que «nous n'avons pas le droit nous laisser faire et laisser le pays mourir ainsi en silence».

Estimant qu'il n'y a pas de solution miracle à cette crise, le président du Front El Moustaqbal dira que le premier pas vers la solution est d'abord dans la transparence des élections qui permettront au peuple de choisir librement ses représentants. Ce qui, selon lui, interviendra «tôt ou tard, avant l'amorce d'un dialogue le plus large avec tous les segments de la société».

M. K.

SITUATION ÉCONOMIQUE DU PAYS

Le RCD regrette «l'absence de cap de développement»

Le RCD regrette l'absence chez le pouvoir «de cap de développement» du pays, qui se révèle brutalement par la faute d'un pouvoir qui s'est, selon lui, «longtemps caché derrière des dépenses tous azimuts permises par un baril à 120 dollars».

C'est le constat que fait le conseil national du parti réuni, avant-hier, en session ordinaire. Une instance dont les membres relèvent, pour étayer leur diagnostic, qu'en 2016, le déficit de la balance des paiements est de 27 milliards de dollars, le Fonds de régulation des recettes a chuté de 190 à 114 milliards de dollars et aujourd'hui le taux de chômage prend une ascension inquiétante. Et de qualifier dans la foulée, que «le pari de ramener le déficit budgétaire évalué à 15% pour la loi de finances 2017 à l'équilibre en 2019 de «gageure».

Tout comme d'ailleurs, il estime que la volonté claironnée pour intégrer les activités informelles dans la sphère légale est «démentie chaque jour», ajoutant que les projections d'un prix moyen du baril de pétrole à 60 dollars «ne reposent sur aucune analyse sérieuse» avec, note-t-il, «le ralentissement de la croissance mondiale et la reprise de l'exploitation du gaz de schiste aux Etats-Unis qui constituent des tendances lourdes sans parler de la fragilité de l'accord Opep».

Au plan politique, le conseil national du RCD soutient que «la plupart des secteurs vitaux de la vie nationale sont en proie aux désordres et aux contestations», citant la «passivité coupable de la justice, les nombreuses grèves sans fin de filières entières dans l'enseignement supérieur (architecture, pharmacie, chirurgie dentaire, l'IAP, les Beaux-Arts...), les protestations de nombreux corps de la Fonction publique où la flambée des prix des produits de large consommation contrastent avec l'incapacité du gouverne-

ment à formuler le moindre remède». Un état de fait engendré par «la peur de tout mouvement de protestation et la panique du gouvernement à la moindre mobilisation, visibles dans le refus du dialogue et les réactions de répression disproportionnées». Et de

relever que «la suspicion et, souvent, l'interdiction de toute activité publique non parrainée par les officiels sont devenues la règle».

A propos des prochaines élections législatives, les membres du conseil national du RCD estiment que le pouvoir fait plus qu'encourager l'abstention puisque, selon eux, il la «sponsorise» à l'effet de «maintenir le statu quo».

Et ils ne manquent pas d'arguments à leur assertion, citant notamment les «entraves admi-

nistratives érigées pour la constitution des listes électorales, «l'aveu» du président de la Haute instance de surveillance des élections (HIS), installé en «violation de la loi» quant à «l'impossibilité d'épurer le fichier électoral», ou encore, comme pour «alimenter un peu plus ce pessimisme ambiant», l'annonce d'une révision à la hausse des tarifs de l'eau appliqués aux ménages annoncée récemment par le ministre des Ressources en eau

et de l'Environnement. Autant d'éléments qui sont loin, se réjouissent les cadres du RCD, de constituer une «fatalité» pour le plus grand nombre, témoignant, pour ce faire, que «partout où ils font campagne pour la collecte des signatures, les militants du RCD constatent que les citoyens ne sont pas résignés, ceci cherchant les voies et les moyens de l'avènement d'une autre politique».

M. K.

FNA

Moussa Touati incite ses militants à dépasser leurs différends

Dans le cadre des préparatifs des prochaines échéances électorales Touati Moussa président du FNA a tenu un meeting hier matin dans la salle de cinéma Hodna où il a incité ses partisans à relever le défi et de présenter les meilleurs candidats possibles de la wilaya pour mieux représenter la région du Hodna et ceux qui seront au service du citoyen, du peuple et de la nation, a-t-il déclaré dans une allocution émaillée d'une mauvaise sonorisation.

A cet effet, Touati a voulu montrer à travers ces propos la suprématie de son parti et de ses militants en présentant une alternative dans les programmes politiques, économiques et culturels proposés au pays «nous ne voulons pas nous présenter aux élections pour une simple participation», a-t-il expliqué.

On veut être différents des autres formations politiques, par des actes et une représentation de qualité, nous demandons à nos élus d'être toujours aux côtés des simples citoyens pour être proches de leurs préoccupations et atténuer de leurs souffrances», a-t-il déclaré.

Cette allocution n'était qu'une conséquence d'une déclaration par rapport à sa présence à M'sila juste pour régler un différend entre les militants en effervescence à cause du choix de la liste nominative des candidats aux élections prévues au mois de mai prochain.

A ce propos ; le président du FNA a expliqué que le parti est doté d'un règlement intérieur auquel il faut se référer et régler toutes formes de problèmes d'ordre général relevant de l'intérêt du pays et du citoyen loin des conflits d'intérêt, sans faire appel aux hautes instances du parti pour faire l'arbitre entre des mili-



Moussa Touati.

tants voulant se frayer un passage aux différentes assemblées populaires qui demeurent un moyen pour servir le seul chef suprême dans ce pays qui n'est autre que le citoyen, a-t-il dit. Comme il a incité moralement ses partisans d'être à la hauteur des martyrs et des moudjahidine

ayant sacrifié leurs vies pour la liberté de l'Algérie.

A la fin de ce meeting, Moussa Touati a tenu une séance de travail avec les militants du parti pour régler le problème et apaiser la tension entre les enfants de cette formation politique.

A. Laidi